



UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Pandemie de fermetures des urgences de nuit en Isère

Après une première fermeture des urgences le 26 septembre dernier, les urgences de Pont de Beauvoisin étaient à nouveau fermées hier soir. Le motif invoqué ? Un manque de médecins urgentistes sur place empêchant d'accueillir correctement les patients.

Ces fermetures, de plus en plus fréquentes comme par exemple durant l'été et fin septembre aux urgences de Bourgoin Jallieu, sont bien le résultat des politiques de précarisation des services publics, qui mettent nos patients en danger, nous mettent sous pression et dégradent nos conditions de travail !

Face aux attaques des gouvernements successifs sur l'hôpital public, il va falloir lutter pour arracher des moyens !

Me Too Hôpital : un neurochirurgien du CHU de Grenoble condamné pour agression sexuelle

Une interne et une infirmière de l'hôpital de Grenoble avaient rapporté des faits de harcèlement et d'agression sexuelle entre 2012 et 2018. Si le tribunal l'a reconnu coupable "d'agression sexuelle par personne abusant de l'autorité", cette affaire est surtout un énième exemple des violences subies par les femmes dans le milieu hospitalier.

Le mouvement MeToo Hôpital, dont l'ampleur des témoignages a montré le caractère systémique de ces violences, a suscité un tel débat que l'ordre des médecins a été obligé de lancer une grande consultation nationale fin septembre pour tenter de saisir l'ampleur du phénomène dans le milieu hospitalier.

Face à ces violences sexistes et sexuelles, il faut s'organiser sur nos lieux de travail, pour permettre à l'ensemble de nos collègues de riposter !

Mouvement de grève illimité au CHU de Clermont Ferrand !

Alors que la direction proposait une nouvelle réorganisation du travail, les infirmiers de cardiologie se sont mis en grève pour rejoindre leurs collègues de chirurgie cardiaque... En grève depuis le 9 octobre !

La raison ? Une proposition de nouvelle organisation du travail par la direction faisant travailler 40h... En quatre nuit !

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :

<https://framalistes.org/sympa/subscribe/newsletternpagrenobleisere>



Alors que les conditions de travail dans l'hôpital sont déjà très dégradées, la direction de l'hôpital veut encore précariser nos collègues avec des rythmes plus soutenus... mais pas soutenables !

D'autres services ont déjà annoncé qu'ils allaient rentrer dans la grève, pour augmenter le rapport de force face à la direction et gagner le retrait de cette réorganisation... Voire plus ? Un exemple à suivre dans les différents hôpitaux !

Boulevard pour les complémentaires santé

Le gouvernement veut augmenter de 30 à 40 % la prise en charge des frais de santé par les patients. Pour avaler la hausse, le gouvernement compte sur les complémentaires santé (privées). Mais la nouvelle ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq, a dû reconnaître : « Un rapport du Sénat a montré que les transferts aux complémentaires se sont soldés par des hausses de cotisation qui étaient peut-être un peu surévaluées », admettant par la suite qu'elle n'a aucun pouvoir sur celles-ci... Après avoir déjà augmenté de 8 % leurs cotisations en 2024, les complémentaires santé annoncent déjà une hausse en conséquence de la baisse des taux de remboursement par l'assurance maladie ! Décidemment, le gouvernement sait si bien soigner les marges des complémentaires !

Le Doliprane va-t-il changer de main ?

Le géant de la pharma Sanofi négocie avec le fonds d'investissement américain CD&R pour lui céder sa filiale de produits en vente libre, Opella. Selon Les Échos, le potentiel repreneur a offert plus de 15 milliards d'€ pour Opella, 3ème mondial des médicaments sans ordonnance, vitamines, et compléments alimentaires. La filiale a une centaine de marques dont le Doliprane, médicament le plus vendu en France. Mais Sanofi, qui a reçu des centaines de millions d'€ de la part de l'État pour développer sa production dans le pays, faire preuve de « patriotisme économique » et maintenir l'emploi sur place, considère qu'Opella n'est plus assez rentable et veut la vendre au plus offrant. Car le profit est la seule motivation des patrons.



NPA Grenoble Isère



[npa.revo.grenobleisere](https://www.instagram.com/npa.revo.grenobleisere)



[npa-révolutionnaires.org](https://www.npa-revolutionnaires.org)



[npa.revo.grenoble](https://www.tiktok.com/@npa.revo.grenoble)



npa.grenobleisere@gmail.com